

NACIONES UNIDAS

**COMISION ECONOMICA
PARA AMERICA LATINA
Y EL CARIBE - CEPAL**



**Distr.
LIMITEE**

**LC/MEX/L.60/Rev.1
16 de noviembre de 1987**

**FRANCAIS
ORIGINAL: ESPAGNOL**

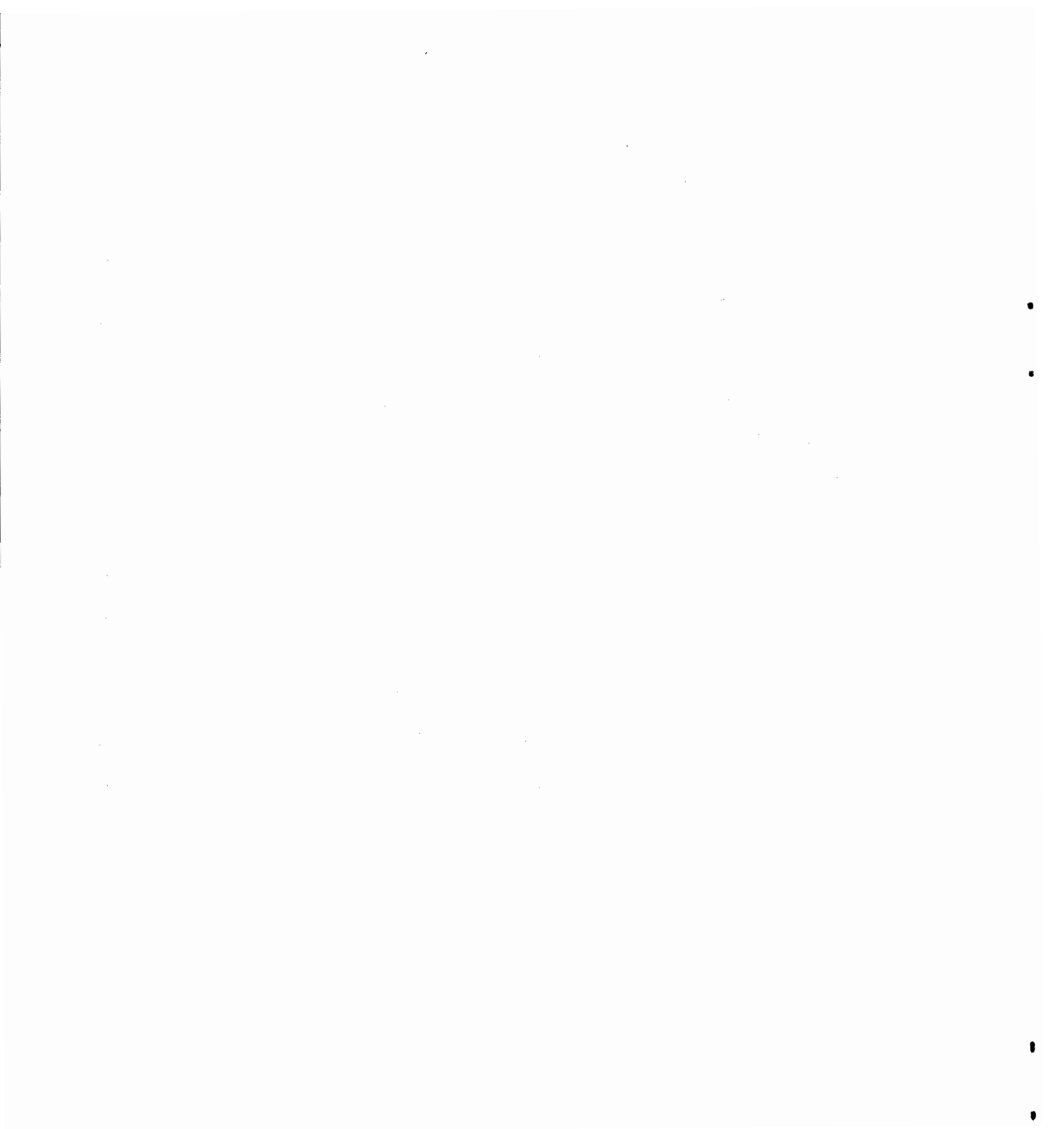


**RAPPORT DESTINE A L'ETUDE SUR L'ECONOMIE DE
L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIRES, 1986
HAITI**



TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. Panorama de l'évolution récente: Introduction et synthèse	1
2. Evolution de l'activité économique	5
a) Tendances de l'offre et de la demande totales	5
b) Evolution des principaux secteurs de l'économie	6
c) Evolution de l'emploi	9
3. Secteur externe	10
a) Aspects généraux	10
b) Le commerce des biens	10
c) Les services et le paiement des facteurs	11
d) Le solde en compte courant et son financement	11
e) L'endettement vis-à-vis de l'extérieur	12
4. Les prix et les rémunérations	13
5. Les politiques monétaire et fiscale	14
a) La politique monétaire	14
b) La politique fiscale	15
<u>Annexe statistique</u>	17



1. Panorama de l'évolution récente:
Introduction et synthèse

En 1986, ^{1/} l'économie haïtienne a souffert d'une stagnation quasi-totale. Le produit intérieur brut par habitant s'est infléchi de près de 2%, ce qui, ajouté aux baisses des cinq dernières années, implique une contraction de 14% au cours de cette décennie. Une telle détérioration est encore plus grave compte tenu du fait que Haïti est l'un des pays où le niveau de satisfaction des besoins de base de la population est le plus faible.

Cette évolution adverse ne ressemble pas à celle des années antérieures. En analysant ses causes, on ne peut éviter de mentionner les événements étrangers à la vie économique, tels les troubles sociaux qui ont précédé le changement de régime survenu au milieu de l'année fiscale (février 1986). Ces faits ont eu une incidence adverse sur les activités de production, même si la coopération internationale s'est manifestée plus intensément en vue d'appuyer la nouvelle administration.

Le nouveau gouvernement, en assumant ses fonctions, a relevé le défi qui consistait à affronter non seulement les problèmes structurels d'origine ancienne, mais aussi les problèmes financiers à court terme qui, traditionnellement, étaient atténués grâce à la coopération et aux dons en provenance de l'extérieur.

Dans le passé, généralement aucun effort systématique n'a été fourni en vue d'exploiter et de régénérer les ressources naturelles si érodées, pas plus que pour renforcer d'une manière soutenue les secteurs de production. Ainsi a-t-il fallu avoir recours de plus en plus à l'importation de produits alimentaires, tandis que les exportations agricoles diminuaient et que s'accroissait le démantèlement de l'appareil de production. D'autre part, le chômage a augmenté, le salaire réel a diminué et le niveau de vie de la majorité de la population s'est détérioré. En revanche, on note des progrès fondés sur le développement de l'industrie de sous-traitance et la modernisation d'une partie de l'infrastructure routière en vue de poser les assises de l'intégration du pays et d'éviter par là un excès de centralisation dans la capitale.

La crise économique, et avec elle l'aggravation des problèmes fiscaux, a mené l'administration précédente à faire appel à la coopération financière

^{1/} L'information statistique et qualitative dont il est fait mention dans le présent rapport correspond à la période allant d'octobre 1985 à septembre 1986, c'est-à-dire à l'année fiscale et non pas à l'année du calendrier.

internationale et à l'appui du Fonds Monétaire International (FMI). A la demande de cet organisme, les autorités antérieures se sont proposées de mettre en oeuvre une politique d'ajustement dans les premiers mois de l'année fiscale (octobre 1985). Avec les faibles niveaux de revenus et les pourcentages élevés de chômage et de sous-emploi, une politique de cette nature s'est logiquement heurtée à l'opposition des différents secteurs de la société, ce qui a peu à peu limité la marge de manoeuvre du gouvernement.

Le mécontentement croissant envers le régime antérieur a provoqué, dès le milieu de l'année 1985, une forte tension qui a affecté l'activité économique dans les campagnes et dans les villes, entraînant, entre autres, la fermeture de certaines industries notamment de sous-traitance, et la recrudescence de l'émigration des ressources humaines.

Simultanément, avec l'aggravation des problèmes de la balance des paiements, la situation des liquidités extérieures est devenue difficile. Au début de l'année fiscale, suite à la pression des compagnies pétrolières pour exiger le paiement en devises de certaines factures dues, les importations de pétrole ont été interrompues pendant une brève période, cessant ainsi de profiter des prix réduits de ce produit au niveau international, à cette même époque.

C'est dans ces circonstances qu'en février 1986 est entré en fonction pour une période de 2 ans, un gouvernement de transition. Ce dernier a reçu de la communauté internationale une aide technique et financière et peut compter sur des perspectives de financement pour de futurs projets de développement.

Malgré le changement d'administration, les tensions politiques et sociales ont persisté à cause de la difficulté de rattrapper, au moins à court terme, le retard accumulé au niveau de satisfaction des besoins de base. Néanmoins, le gouvernement a amorcé quelques actions immédiates parmi lesquelles il y a lieu de souligner la réduction des prix de certaines céréales de base. Il a adopté, de même, d'autres mesures de politique économique dont les effets se font sentir à court terme, qui portent essentiellement sur l'assainissement des finances publiques - par l'élimination de postes injustifiés -, sur la réduction du secteur public - particulièrement dans le domaine des entreprises -, sur l'application d'une politique monétaire stricte et sur la libéralisation du commerce extérieur, par la suppression du monopole des importations. De même, dans le domaine

social, a-t-on insisté sur l'amélioration de la santé et de l'éducation grâce, exceptionnellement, à une certaine expansion de la dépense publique.

Au sein des priorités à long terme, notons une politique de relance, fondée sur l'agriculture et sur les industries légères utilisant une main d'oeuvre intensive, et dont le but premier est d'atténuer la pauvreté et d'accroître la production de biens essentiels.

Ainsi, pendant l'année 1986, deux objectifs de politique ont déterminé l'évolution de l'économie: la réduction du déficit fiscal et celle du déficit extérieur. En effet, les finances publiques se sont considérablement améliorées grâce, dans une large mesure, à l'inclusion de revenus dont on ne tenait pas compte par le passé, mais aussi au sacrifice fait sur certains frais d'investissement. Le déficit public, de près de 8% du PIB en 1985, s'est abaissé à 5%. En même temps, dans le domaine extérieur, pour la première fois après 12 années de pertes, 30 millions de dollars ont été récupérés dans les réserves monétaires internationales. La cause en a été non seulement des revenus plus importants au titre des dons ainsi que de nombreux financements, mais aussi la réduction significative du déficit du compte courant, qui provient d'une baisse des importations plus forte que celle des exportations, surtout après la fermeture temporaire de nombreuses industries de sous-traitance.

En conséquence, la capacité réduite d'achats à l'extérieur et l'étranglement de la dépense publique ont eu des incidences adverses sur l'appareil de production, notamment sur l'industrie, la construction et le commerce, secteurs qui représentaient près de 40% du produit intérieur brut et qui, dans l'ensemble, se sont infléchis de 4%. En revanche, cette diminution a été en partie compensée par un accroissement de 2% du secteur de l'agriculture et de l'élevage, grâce à des conditions météorologiques favorables.

Malgré les pressions mineures exercées sur la banque centrale en vue de financer le déficit public et malgré la baisse des prix de certaines céréales de base, les pressions inflationnistes ont persisté, et se sont maintenues aux mêmes rythmes (8%) qu'au cours des années précédentes, affectant les revenus des secteurs majoritaires de la population.

La consommation par habitant s'est à nouveau légèrement contractée et, en l'absence d'une révision des rémunérations, les salariés ont, à nouveau vu s'infléchir leurs revenus réels. La politique des salaires de Haïti est

d'offrir des conditions attrayantes à l'installation des industries de sous-traitance.

En résumé, le système économique et politique du pays a été caractérisé par une situation particulière en 1986, étant donné que le régime, au pouvoir depuis des décennies, a été remplacé au milieu de l'année fiscale. Les conditions d'extrême pauvreté d'une grande partie de la population et la pénurie généralisée de ressources se sont accentuées pendant la première partie de l'année. A cette situation, les nouvelles autorités ont essayé de porter remède au moyen de différentes mesures, dont une grande partie ne se concrétisera qu'à long terme. Les difficultés financières limitent les possibilités immédiates de mise en oeuvre d'une politique de réactivation plus décidée, à moins que le pays ne compte sur une plus large coopération extérieure.

2. Evolution de l'activité économique

a) Tendances de l'offre et de la demande totales

En 1986, l'offre totale s'est considérablement infléchie après trois années de croissance faible. Cette situation s'explique par la brusque chute des importations de biens et services (16%), le produit intérieur brut étant pratiquement resté inchangé. Au cours des derniers mois de 1985, les liquidités extérieures se sont trouvées dans une situation difficile - en raison de la baisse des exportations -, qui a obligé les nouvelles autorités à établir une sélection rigoureuse des importations. En outre, les achats à l'Europe et au Japon ont diminué en raison de l'enchérissement de leurs produits.

La demande extérieure a baissé de 24%, suite principalement à la contraction de l'activité de sous-traitance. Ce secteur, qui représente un tiers des exportations de biens et qui était même parvenu à dépasser celles de café, a subi, pendant l'année, des tensions à caractère extraéconomique. Le secteur tourisme a également baissé de près de 10% pour des raisons semblables.

La demande interne s'est accrue à un taux semblable à celui du produit et inférieur à celui de la population; son comportement a été irrégulier. L'investissement, qui auparavant avait été le moteur de l'économie surtout grâce à la réalisation de travaux d'infrastructure, s'est infléchi. Par ailleurs, la consommation s'est élevée, mais à un rythme également inférieur à la croissance démographique. La formation de capital s'est contractée, en raison de l'austérité de la dépense en capital du gouvernement jointe à la réticence des secteurs privé, national et étranger à investir, à la suite des tensions mentionnées plus haut. A son tour, la consommation privée s'est légèrement élevée grâce à une offre de produits agricoles supérieure à celle de 1985, face à une demande de produits alimentaires qui traditionnellement reste insatisfaite. Les frais de consommation du gouvernement ont également montré une légère reprise, après trois années de baisse, mais ils sont pratiquement restés stables en chiffre par habitant.

b) Evolution des principaux secteurs de l'économie

L'activité économique, comme on l'a indiqué, a évolué de façon inégale pendant l'année fiscale. Au cours des premiers mois, l'aggravation des déséquilibres financiers a affaibli la production. Et parallèlement; les tensions à caractère social et politique se sont accrues, pour arriver à un point culminant au moment du changement d'administration, à la fin du premier tiers de l'année. Ensuite, la réorientation de la politique économique, jointe à la coopération internationale, ont provoqué un regain d'activité.

On ne dispose pas d'indicateurs sur l'évolution des différents secteurs pendant ces deux périodes; néanmoins, d'après l'information officielle, la stagnation globale virtuelle de l'économie en 1986 a été le résultat de deux tendances opposées des biens et des services: les premiers, à l'exception de l'agriculture, ont vu s'abaisser leur niveau d'activité pendant que les derniers, commerce exclus, compensaient cette contraction. La croissance de plusieurs secteurs des services en période de réduction du commerce attire quelque peu l'attention. Il semblerait logique de penser que ce dernier se développerait parallèlement à la production agricole destinée à la consommation interne.

i) Secteur de l'agriculture et de l'élevage. La croissance de ce secteur a fait preuve d'une certaine accélération par rapport à 1985 (la valeur ajoutée s'est élevée de 2% en termes constants). Ce léger dynamisme a pu être observé tant dans la production destinée au marché extérieur, que dans presque toute celle orientée vers la consommation interne, et correspond à certains indicateurs de l'élevage. Néanmoins, ces résultats sont relatifs compte tenu des niveaux de production encore très faibles.

Les difficultés d'ordre financier et certains problèmes d'organisation, qui existent depuis quelques années, se sont aggravés en 1986, en raison des conflits, limitant ainsi les possibilités de mise en œuvre d'une politique pragmatique d'encouragement, au moyen de crédits ou d'autres actions dans le domaine agricole. Néanmoins, de bonnes précipitations et des conditions météorologiques normales ont compensé les obstacles mentionnés.

Entre autres cultures exportables, la production de café, principal produit, s'est légèrement améliorée, mais en revanche, ses exportations sont tombées brusquement à la suite de perturbations dans les étapes du traitement - conséquence des troubles sociaux - et d'une rupture de la chaîne production-traitement-commercialisation à l'extérieur, réduisant

ostensiblement les possibilités de bénéficier des meilleures conditions du marché international.

Quelque chose de semblable s'est produit dans le cas du cacao; malgré une évolution positive (11%), les exportations ont diminué tant en valeurs courantes qu'en volumes. Néanmoins, cela pourrait indiquer l'existence de ventes à l'extérieur non-enregistrées.

La production de certains produits agricoles pour la consommation intérieure s'est améliorée principalement du fait des conditions climatiques favorables. Cela a compensé largement, en milieu rural, les pertes imputables aux troubles sociaux. 2/ Ce résultat a été très positif, compte tenu que, traditionnellement, l'offre était inférieure au minimum pouvant satisfaire des niveaux alimentaires appropriés. Les cultures pour lesquelles la récupération a eu lieu sont le maïs (5%), le riz (4%) et la banane (3%), produits essentiels dans le régime alimentaire de la population. En revanche, la production de sorgho s'est infléchie.

Par ailleurs, il y a lieu de souligner qu'en dépit des difficiles circonstances économiques, l'élevage a augmenté de 7%, principalement grâce à la politique de rétablissement du cheptel porcin, après sa presque totale disparition il y a quelques années à la suite de la campagne d'extermination des foyers de fièvre porcine. D'importants efforts ont également été déployés dans le domaine de l'aviculture, une des rubriques les plus faciles à promouvoir. D'autre part, les distorsions de tous ordres qui ont affaibli la politique d'expansion de l'élevage de bovins sont un motif de grande préoccupation.

ii) Secteur industriel. Pour l'industrie minière, presque inexistante, les activités principales sont la prospection pétrolière et aurifère. Néanmoins les espoirs sont faibles, étant donné le peu de ressources naturelles dont le pays est doté.

Les produits manufacturés sont toujours en baisse. Par conséquent, la participation de ce secteur au PIB qui s'était accrue au début de cette décennie se trouve être la même qu'au milieu des années soixante-dix, c'est-à-dire avant le "démarrage" des industries de sous-traitance. Dans toutes

2/ L'infrastructure agricole, le magasin et le garage de Damien ont été détruits; les entrepôts de produits alimentaires ont été saccagés ainsi que les centres expérimentaux d'exploitation, et des vols considérables de têtes de bétail ont été signalés.

les branches, on observe une réduction du rythme d'activité. De source officielle, deux des principaux articles du secteur ont enregistré une baisse plus sensible: sucre et huiles comestibles. Cela s'explique par le fait que si la sucrerie de Darbonne et l'Entreprise Nationale des Oléagineux - deux entreprises du secteur public souffrant de graves déséquilibres financiers - sont devenues de coopératives administrées par les travailleurs, leur rentabilité ne s'en est pas pour autant accrue et les deux ont dû être fermées définitivement.

La valeur ajoutée des industries de sous-traitance a baissé de près de 15% et ce, dans presque toutes les branches du secteur, exception faite des exportations de récepteurs radio et d'accessoires, des articles de voyage et des sacs à main ainsi que de l'artisanat. L'activité réduite des industries de sous-traitance peut être imputée aux grèves des derniers mois de 1985 et du début de l'année 1986, ainsi qu'au plus fort protectionnisme du principal marché d'exportation affectant directement ce secteur. La fermeture de nombreuses usines, du fait de l'inquiétude politique, a également eu des répercussions sur l'activité de sous-traitance, même si, vers la fin de la période, la plupart d'entre elles reprenaient leur activité.

iii) Construction. A la suite de l'apogée exceptionnelle de 1985, la construction a été en baisse, et sa valeur ajoutée s'est même trouvée à un niveau à peine supérieur à celui de 1984. Le climat peu favorable aux investissements a affecté directement cette branche, notamment dans la région métropolitaine, comme l'indique le nombre réduit de demandes de permis de construire et d'autorisations accordées. De ce fait, la production de ciment a enregistré une baisse. Aucun ouvrage d'infrastructure de grande dimension n'a été entrepris pendant l'année; on note seulement quelques travaux d'extension du système de drainage et d'irrigation et la réparation de certaines routes.

iv) Secteur électrique. La production d'énergie électrique a maintenu son évolution au rythme des années précédentes (près de 4%), sur la base d'un programme d'expansion tendant à couvrir l'énorme déficit de ce secteur, particulièrement dans le domaine de la consommation privée qui, du fait d'une meilleure offre, s'est élevée de façon satisfaisante. En revanche, la consommation industrielle a baissé (-8%). La fermeture de la sucrerie de Darbonne explique en partie la diminution de la consommation d'énergie électrique de l'industrie du sucre. Dans le même temps, la chute de

l'activité du secteur de la construction est à l'origine d'une moindre consommation d'électricité dans les cimenteries. La baisse de la production des industries de sous-traitance se reflète également dans la diminution de la consommation industrielle d'énergie électrique.

c) Evolution de l'emploi

On ne dispose pas de chiffres officiels récents sur le chômage. Néanmoins, certains indices font apparaître une augmentation tant du chômage déclaré que du sous-emploi, du fait de la situation économique défavorable et de l'affaiblissement de l'appareil de production. La fermeture d'usines, mentionnée plus haut, a entraîné sans aucun doute, un accroissement du chômage dans les régions où elles étaient installées. En outre, tous les ans, un grand nombre de personnes viennent grossir la force de travail sans que les activités de production ne puissent les absorber. Du fait de l'aggravation du chômage, le nouveau gouvernement a décidé de promouvoir des programmes à haute intensité de main d'oeuvre. Néanmoins, et cela est logique, seuls des résultats infimes ont été obtenus en raison du trop court laps de temps écoulé.

3. Secteur externe

a) Aspects généraux

Le secteur externe reflète clairement la situation économique critique que traverse le pays. Les volumes commerciaux, tant des importations que des ventes à l'étranger, ont souffert une chute brusque. Néanmoins, et pour la première fois depuis 12 ans, le solde global de la balance des paiements est positif et le mouvement total des réserves a été augmenté, du fait de la décision du gouvernement d'effectuer un réajustement plus drastique que par le passé, qui s'est manifesté, entre autres mesures, par une restriction des achats à l'extérieur qui sera maintenue tant que le déséquilibre extérieur n'aura pas été modéré. Doubler le montant des réserves entre février et septembre 1987: tel est l'objectif fixé. Cette politique du nouveau gouvernement vise - selon les sources officielles - la relance économique, ainsi que l'obtention des réserves dont le secteur extérieur a besoin pour son bon fonctionnement. Néanmoins, il est probable qu'une politique de réajustement si rigoureuse ne permettra pas, à court terme, la relance souhaitée, à moins que - entre autres éléments - la coopération extérieure ne s'accroisse considérablement.

b) Le commerce des biens

Le commerce des biens a évolué différemment de la tendance observée pendant les quatre années antérieures; on note une diminution des valeurs courantes et du volume des exportations, ainsi qu'une baisse des achats à l'extérieur. La diminution du quantum des exportations a sérieusement entravé la captation de devises.

Les exportations de l'ensemble des principaux produits agricoles se sont légèrement accrues en valeur courante, du fait, surtout, de la hausse des prix internationaux du café, hausse qui a plus que compensé la baisse des volumes vendus à l'extérieur, tant pour ce produit que pour d'autres moins importants. Il y a lieu de souligner que dans le cas du café, cette situation se produit malgré certaines mesures fiscales d'encouragement. 3/ Par ailleurs les ventes à l'extérieur d'articles fabriqués en zone franche,

3/ Une réduction de 15% de été accordée sur l'impôt sur l'exportation du café.

ont déjà dépassé les ventes de café et se situent au premier rang des exportations pour l'apport en devises. La diminution de l'activité de ce secteur est due aux tensions internes ainsi qu'à une situation extérieure adverse, conséquence en particulier du protectionnisme croissant des Etats Unis.

Les importations de biens ont considérablement diminué (12%) en valeur courante, tant dans leur ensemble que par groupe. D'une manière générale, c'est le résultat d'une politique décidée en vue d'équilibrer la balance des paiements, en raison de la pénurie de devises. En ce qui concerne les importations d'hydrocarbures, elles ont diminué du fait de la baisse du prix international du pétrole et de l'interruption des achats à l'extérieur pendant plusieurs semaines - fin 1985 et début 1986 - à cause de certaines difficultés provoquées par l'endettement à court terme et le manque de devises.

c) Les services et le paiement des facteurs

Le commerce des services réels, ainsi que le nombre de touristes, ont enregistré une forte baisse. Dans le cas du tourisme, cette baisse est due, essentiellement, aux tensions à caractère extraéconomique qui ont affecté directement le secteur tourisme. Les dépenses des touristes haïtiens à l'étranger ont également diminué, mais dans une moindre proportion. Un impôt de 75 gourdes a été fixé pour l'obtention d'un permis pour entrer en République Dominicaine par voie terrestre, afin d'éviter la sortie de devises par cette voie. Par ailleurs, le paiement de fret et d'assurance à des entreprises étrangères a diminué considérablement (33%) en raison de la chute du volume du commerce des biens.

Le déficit commercial s'est élevé à 181 millions de dollars, montant légèrement supérieur à celui de 1980, et qui représente une baisse de 17% par rapport à l'année antérieure. Le paiement des services de facteurs s'est également infléchi, tandis que les transferts de capitaux des émigrants haïtiens s'accroissaient jusqu'à atteindre les chiffres de 1980.

d) Le solde en compte courant et son financement

Le déficit en compte courant s'est abaissé d'environ 25% approchant un niveau proche de celui de 1980 (140 millions de dollars). Ce solde négatif a été largement couvert par des ressources financières extérieures, arrivées en

plus grande quantité que par le passé, dans l'espoir, peut-être, d'alléger dans une certaine mesure, la situation financière précaire à l'entrée en fonctions de la nouvelle administration. L'amélioration de la balance en compte courant témoigne de la volonté du gouvernement de réajuster les comptes extérieurs; cet équilibre est considéré par les sources officielles comme une condition nécessaire pour rétablir la confiance de la communauté financière internationale et obtenir un appui en crédits plus ferme et des conditions plus souples. Pour le reste, dans le cadre de la politique d'assainissement des finances du gouvernement, on a jugé nécessaire de reconstituer les réserves monétaires internationales, ainsi que de faire appel dans une plus large mesure au financement extérieur qu'au financement intérieur pour couvrir le déficit public.

Les dons officiels (100 millions de dollars) ont même dépassé ceux de 1985. De même, les emprunts à l'extérieur se sont considérablement accrus, et il est difficile de déterminer la part d'aide gratuite que contiennent ces prêts concédés. En revanche, l'investissement étranger direct s'est maintenu au faible niveau des deux années précédentes, découragé par l'incertitude et les craintes dues aux événements sociopolitiques.

En résumé, le solde global de la balance des paiements est positif (26 millions de dollars), pour la première fois depuis 12 ans, c'est ce qui a permis la récupération des réserves internationales qui avaient considérablement diminué.

e) L'endettement vis-à-vis de l'extérieur

En conséquence, le solde de la dette extérieure totale s'est accru de 100 millions de dollars, atteignant la somme de 700 millions. Cette augmentation est due en partie à un rééchelonnement des crédits, nécessaire devant l'impossibilité de remplir globalement les engagements vis-à-vis de l'extérieur. Cette hausse est due en partie aux modifications des taux de change de la dette, exprimée en monnaies européennes ou japonaise. Ainsi, malgré le caractère privilégié d'une partie de la dette, à la différence du passé, l'endettement est devenu un problème relativement important, car son service absorbe déjà des proportions croissantes des revenus de l'exportation. Il y a lieu de rappeler que si en 1986, le poids de ce service a diminué, c'est par impossibilité d'y faire face.

4. Les prix et les rémunérations

Au cours des six dernières années, les prix ont suivi une tendance à la hausse soutenue (entre 7% et 8%). En 1986, les tensions inflationnistes ont persisté et l'indice du coût de la vie s'est élevé de près de 8 --année fiscale--, tandis que celui des produits alimentaires s'élevait de 10%. Ceci indique que ce sont les couches les plus démunies de la population, pour lesquelles les dépenses en produits alimentaires comptent le plus, qui ont été le plus affectées.

Néanmoins, il y a lieu de signaler que malgré les résultats submentionnés de la variation moyenne des prix, on observe à partir du mois de février un changement de tendance, la réduction progressive du taux de croissance annuel, qui commence à être négatif à partir de septembre pour la première fois au cours de cette décennie, et continue à s'accroître postérieurement avec une plus grande intensité pour les aliments. La baisse des prix de certains articles de première nécessité, tels les huiles raffinées, la farine, le sucre, le lait en poudre, le gasoil, l'essence et le kérosène a été importante. Ce changement d'évolution est très révélateur des politiques des prix du nouveau gouvernement.

Malgré ces réductions, le pouvoir d'achat des salariés s'est abaissé de 7% car les rémunérations n'ont pas fait l'objet de révision pendant l'année. En outre, une grande partie des revenus des paysans vient de la récolte du café dont les prix aux producteurs ont baissé. Ces circonstances, aux effets inégalement répartis, ont permis au pays de rester dans la compétition du marché international de l'industrie de sous-traitance, les salaires étant encore relativement plus bas que dans les autres régions.

5. Les politiques monétaire et fiscale

a) La politique monétaire

Pendant l'année 1986, l'offre monétaire et, d'une manière générale les facteurs d'absorption, se sont accrus. Parallèlement le crédit interne s'est contracté.

Malgré la réduction en termes réels de la base monétaire, avec la diminution des réserves des banques commerciales, la circulation monétaire montre un accroissement relativement élevé (16%) dû tant à des dépôts à vue plus importants (20%) dans le système bancaire, qu'à l'émission de billets (13%) et de monnaie (6%).

De même, la quasi-monnaie s'est accrue de 9%, grâce à une plus forte captation de dépôts en compte d'épargne (18%), bien que les taux d'intérêt n'aient pas été suffisamment attirants. En revanche, les placements à terme ont continué à la baisse (-13%), malgré de meilleurs taux d'intérêt, et ce, du fait de la réticence des banques à les accepter. Ainsi s'est prolongée la situation de "surliquidité" dans laquelle se trouvait le système bancaire, l'année précédente. Mais, paradoxalement, au moment où la structure des taux d'intérêt s'est élevée en vue d'entrer en compétition avec l'extérieur - notamment avec les Etats Unis - et d'éviter la fuite des ressources, les épargnants se sont vus obligés d'effectuer leurs placements à l'étranger, devant l'impossibilité de les effectuer à l'intérieur du pays.

La contraction du crédit interne (-2%) est une des causes de cette situation. La politique restrictive du crédit a coïncidé avec la faible demande de prêts, associée à des investissements réduits. Le crédit accordé au secteur public a légèrement baissé et, si le gouvernement central a reçu près de 4% de financement de plus qu'en 1985, les ressources canalisées vers les entreprises publiques ont subi une réduction brutale (-46%) à la suite de la fermeture de certaines de ces entreprises et parce que d'autres ont obtenu leurs ressources de l'extérieur. Le crédit absorbé par le secteur privé s'est abaissé de plus de 4%. Par branche d'activité, le secteur de l'électricité, a été le moins favorisé, suivi, dans une moindre proportion, par celui des transports et celui des communications.

D'autre part, malgré la surévaluation du taux de change réel dû à des taux inflationnistes internes supérieurs à ceux de l'extérieur, les pressions exercées sur la gourde ont considérablement diminué. Au début de l'année, le

dollar était coté, sur le marché parallèle, 20% de plus que sa valeur officielle, mais, à la fin de la période, cette proportion tombait à moins de 10% grâce à l'amélioration de la balance des paiements et à la reconstitution des réserves monétaires internationales.

b) La politique fiscale

La politique d'assainissement des finances publiques, amorcée par le précédent gouvernement, s'est poursuivie en accord avec les grandes lignes proposées par la communauté financière internationale. Après le changement de régime, les efforts déployés en vue de présenter, avec plus de rigueur, les comptes fiscaux et de réduire le déficit public, ont été intensifiés. Des progrès considérables ont été réalisés dans ces deux domaines. 4/ La part du déficit fiscal dans le PIB s'est abaissée de près de 8% en 1985 à 5% en 1986.

En conséquence, les revenus du gouvernement se sont élevés plus que ses dépenses (25% contre 10%, respectivement). Néanmoins le plus grand dynamisme des premiers se doit à l'inclusion de postes non considérés auparavant, tant des revenus budgétaires divers que, surtout, des ressources extrabudgétaires, depuis la tendance, déjà mentionnée, de mieux définir les finances publiques. Pour le reste, les revenus des impôts - directs, indirects et sur le commerce extérieur - ne se sont que légèrement élevés, du fait tant de la réduction de l'activité économique interne que de la contraction des flux commerciaux avec l'extérieur. En outre, dans ce domaine, l'influence de la baisse de 15% de l'impôt sur l'exportation de café ainsi que la réduction des droits d'importation de divers produits se sont faites sentir. De même les difficultés de recouvrement des impôts dans un climat social troublé ont eu des répercussions.

Les dépenses budgétaires courantes se sont maintenues à un niveau virtuellement stationnaire en termes réels (7% de croissance nominale). Les salaires réels payés par l'administration publique se sont contractés en raison de la détérioration du pouvoir d'achat des salariés. D'autres dépenses du gouvernement se sont légèrement élevées en termes réels. En

4/ L'inclusion, en 1986, de revenus ou de dépenses non considérés auparavant témoigne fréquemment d'une distorsion dans les statistiques fiscales. Il y a lieu d'en tenir compte lors de l'interprétation du tableau 16.

revanche, du fait de la pénurie et de l'austérité budgétaire, l'investissement public a été fortement sacrifié (-20%), même si le flux accru de dons a un peu atténué cette baisse.

Le financement du déficit fiscal, qui s'élevait à 550 millions de gourdes, a été financé en moindre mesure par les sources internes, étant donné la politique d'allègement des pressions exercées sur la banque centrale, que par des dons de l'extérieur et surtout par des prêts officiels.

Annexe statistique

Tableau 1

HAITI: PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986 ^{a/}
Indicateurs de base							
Produit intérieur brut aux prix du marché (millions de dollars à prix constants de 1980)	1 463.0	1 423.3	1 374.0	1 382.9	1 388.5	1 391.9	1 400.7
Population totale (millions d'habitants)	5.4	5.5	5.6	5.7	5.8	5.9	6.0
Produit intérieur brut par habitant (dollars de 1980)	270.4	258.3	244.9	242.2	238.6	235.1	232.3
Taux annuels de croissance							
Indicateurs économiques à court terme							
Produit intérieur brut	7.3	-2.9	-3.4	0.8	0.3	0.2	0.6
Produit intérieur brut par habitant	4.5	-5.0	-5.8	-1.9	-2.1	-2.2	-1.7
Revenu national par habitant	5.7	-4.6	-5.1	-1.1	-1.9	-1.9	-0.8
Prix à la consommation							
Septembre à septembre	9.5	4.7	6.2	12.2	6.1	15.0	-0.5
Variation moyenne annuelle	18.1	7.6	9.0	8.8	8.0	8.4	7.7
Salaires réels ^{b/}	16.6	-3.7	4.7	-6.7	-7.3	4.8	-7.1
Monnaie	11.1	21.3	14.9	-2.2	16.3	8.1	16.0
Recettes budgétaires de l'Etat	...	-3.8	12.9	11.1	12.9	18.9	25.3
Dépenses totales de l'Etat	...	12.8	39.9	3.1	7.7	1.6	9.4
Déficit fiscal/dépenses totales de l'Etat ^{c/}	47.1	52.8	60.9	55.7	51.5	40.7	28.0
Déficit fiscal/produit intérieur brut ^{c/}	6.7	8.2	13.1	11.3	10.1	7.6	4.9
Valeur courante des exportations de biens et de services	43.5	-21.2	14.1	5.5	10.3	5.3	-13.4
Valeur courante des importations de biens et de services	...	7.4	-8.8	5.5	5.4	5.7	-15.1
Termes de l'échange de biens et de services	-1.5	-20.0	1.6	-7.0	13.4	5.8	16.3
Millions de dollars							
Transactions extérieures							
Balance commerciale de biens et de services	-178	-279	-199	-210	-207	-220	-181
Paiement net de dividendes et d'intérêts	14	13	14	14	18	20	15
Solde du compte courant	-140	-227	-163	-178	-180	-191	-144
Solde du compte de capital	111	169	118	145	152	167	170
Variation des réserves internationales	...	...	-21	-30	-27	-5	30
Dette extérieure ^{d/}	290	372	410	551	607	600	700

Source: CEPAL, sur la base de chiffres officiels.

^{a/} Chiffres provisoires.^{b/} Minimums industriels.^{c/} Pourcentages.^{d/} Dette publique extérieure décaissée.

Tableau 2
HAÏTI: OFFRE ET DEMANDE TOTALES

	Millions de gourdes de 1980			Structure (pourcentage)			Taux annuels de croissance ^{b/}			
	1984	1985	1986 a/	1976	1980	1986 a/	1983	1984	1985	1986 a/
Offre totale	9 256	9 375	9 014	135.2	133.7	131.2	1.5	1.7	1.3	-3.9
Produit intérieur brut aux prix du marché	6 816	6 832	6 871	100.0	100.0	100.0	0.8	0.3	0.2	0.6
Importations de biens et de services	2 440	2 543	2 143	35.2	33.7	31.2	3.7	5.9	4.2	-15.7
Demande totale	9 256	9 375	9 014	135.2	133.7	131.2	1.5	1.7	1.3	-3.9
Demande intérieure	7 532	7 677	7 720	108.2	112.4	112.4	-0.6	2.7	1.9	0.6
Formation brute de capital	1 281	1 428	1 405	16.1	17.2	20.5	5.4	4.6	11.5	-1.6
Consommation totale	6 251	6 249	6 315	92.1	95.2	91.9	-1.7	2.4	-	1.1
Publique	1 047	965	978	...	10.3	14.2	-1.3	-2.3	-7.8	1.3
Privée	5 204	5 284	5 337	...	84.9	77.7	-1.8	3.4	1.5	1.0
Exportations de biens et de services	1 724	1 698	1 294	27.0	21.3	18.8	11.5	-2.4	-1.5	-23.8

Source: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Les taux de croissance sont calculés à partir des chiffres réels.

Tableau 3

HAÏTI: PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR PRINCIPAUX SECTEURS AU PRIX DU MARCHÉ

	Millions de gourdes de 1980			Structure (pourcentage) b/			Taux annuels de croissance b/			
	1984	1985	1986 a/	1976	1980	1986 a/	1983	1984	1985	1986 a/
<u>Produit intérieur brut</u>	<u>6 815.9</u>	<u>6 832.4</u>	<u>6 870.8</u>	<u>100.0</u>	<u>100.0</u>	<u>100.0</u>	<u>0.8</u>	<u>0.3</u>	<u>0.2</u>	<u>0.6</u>
<u>Total partiel biens</u>	<u>3 699.2</u>	<u>3 730.1</u>	<u>3 723.8</u>	<u>60.2</u>	<u>57.1</u>	<u>54.2</u>	<u>-2.3</u>	<u>0.3</u>	<u>0.8</u>	<u>-0.2</u>
Agriculture c/	2 176.9	2 190.0	2 242.6	38.1	32.2	32.7	-3.7	3.5	0.6	2.4
Industrie d'extraction	6.5	7.7	6.9	1.9	1.2	0.1	-93.3	6.4	18.0	-10.2
Industrie manufacturière	1 124.9	1 092.3	1 060.6	15.1	18.3	15.4	5.4	-5.8	-2.9	-2.9
Construction	390.9	440.1	413.7	5.1	5.4	6.0	6.0	1.8	12.7	-6.0
<u>Total partiel services de base</u>	<u>182.7</u>	<u>174.8</u>	<u>180.5</u>	<u>2.5</u>	<u>2.5</u>	<u>2.6</u>	<u>7.3</u>	<u>-7.5</u>	<u>-4.4</u>	<u>3.3</u>
Electricité, gaz et eau	62.5	64.0	65.3	0.5	0.7	0.9	3.7	6.2	2.5	2.0
Transport, stockage et communications	120.2	110.8	115.2	2.0	1.8	1.7	8.7	-13.0	-7.7	4.0
<u>Total partiel services divers</u>	<u>2 624.3</u>	<u>2 652.2</u>	<u>2 661.2</u>	<u>33.0</u>	<u>36.0</u>	<u>38.7</u>	<u>3.1</u>	<u>1.8</u>	<u>1.1</u>	<u>0.3</u>
Commerce	1 218.1	1 231.5	1 201.9	17.7	18.7	17.4	4.7	-3.5	1.1	-2.4
Etablissements financiers et d'assurances et propriété immobilière	381.7	379.8	388.2	5.5	4.9	5.7	2.3	1.8	-0.5	2.2
Propriété immobilière	363.3	370.6	377.3	5.3	4.7	5.5	1.9	1.9	1.8	1.8
Services communaux, sociaux et personnels	1 024.5	1 040.9	1 071.1	9.8	12.4	15.6	1.3	8.8	1.6	2.9
Gouvernement	770.3	778.0	798.2	7.4	9.6	11.6	-1.5	6.5	1.0	2.6
Impôts et taxes à l'importation	309.7	275.3	305.3	4.2	4.4	4.4	16.4	-6.2	-11.1	11.0

Source: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.

a/ Chiffres provisoires.

c/ Les structures en pourcentage et les taux de croissance sont calculés à partir des chiffres réels.

b/ Y compris l'élevage, la sylviculture et la pêche.

Tableau 4

HAÏTI: INDICATEURS DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE L'ELEVAGE

	Milliers de tonnes				Taux annuels de croissance ^{b/}			
	1980	1984	1985	1986 a/	1983	1984	1985	1986 a/
Production des principales cultures								
D'exportation								
Café	42.9	36.6	36.9	37.8	11.6	1.7	0.8	2.4
Coton	5.9	7.5	8.0	8.4	11.1	25.0	6.7	5.0
Cacao	3.4	4.7	5.1	5.6	2.4	2.4	8.5	10.9
De consommation interne								
Riz	124.1	121.9	124.2	129.2	-2.1	7.5	1.1	4.0
Mais	186.2	186.0	186.4	196.3	-2.7	8.8	0.3	5.3
Millet	125.2	118.2	121.4	119.2	-9.5	10.9	2.7	-1.8
Haricots	52.6	47.2	47.6	48.2	-7.2	1.1	0.8	1.3
Bananes	519.7	500.4	510.4	525.4	1.1	-1.8	2.0	2.9
Canne à sucre	5 640.8	5 700.0	5 727.5	5 772.5	4.3	0.5	0.5	0.8
Indicateurs de l'élevage								
Viande	...	...	...	73.8	...	...	...	...
Autres productions	...	...	...	...	...	...	...	...
Oeufs ^{c/}	17.6	18.9	...	17.0	1.9	7.4	...	...

Source: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Les taux de croissance sont calculés à partir des chiffres réels.

c/ Millions de douzaines.

Tableau 5

HAÏTI: INDICATEURS DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

	Indice (1976 = 100.0)				Taux annuels de croissance ^{b/}			
	1980	1984	1985	1986 ^{a/}	1983	1984	1985	1986 ^{a/}
<u>Indices de la valeur ajoutée</u>	<u>147</u>	<u>119</u>	<u>122</u>	<u>118</u>	<u>5.4</u>	<u>-7.5</u>	<u>2.7</u>	<u>-2.9</u>
Aliments	135	128	133	130	26.3	-12.8	4.2	-2.3
Boissons	143	139	137	133	9.9	-7.7	-1.5	-2.9
Tabac	152	127	109	106	-3.2	-2.4	-14.5	-2.7
Textiles, vêtements et produits en cuir	99	89	87	85	4.7	-2.1	-2.3	-2.3
Produits chimiques	187	98	50	49	-3.7	-19.6	-48.5	-2.0
Minerais non-métalliques	110	108	125	121	6.7	7.0	15.5	-3.2
Industrie métallique et mécanique	268	202	212	206	-15.5	-2.8	5.2	-2.8
Divers	126	125	108	105	6.6	6.9	-13.3	-2.7
<u>Milliers de tonnes</u>								
<u>Production de quelques produits manufacturés importants</u>								
Farine	85	114	113	128	33.9	-3.9	-0.6	12.8
Sucre	54	41	58	41	-2.8	-5.6	42.9	-28.7
Saindoux	3	3	3	4	7.1	6.7	6.3	5.6
Huiles comestibles	19	13	26	21	-25.7	-16.8	100.8	-19.3
Boissons gazeuses (millions de bouteilles)	74	72	61	65	16.8	-0.7	-16.0	7.2
Bière (millions de bouteilles)	5	4	4	4	8.2	-28.2	-15.5	-3.1
Cigarettes (millions d'unités)	1 064	938	786	846	-3.4	0.6	-16.2	7.6
Chaussures (milliers de paires)	795	528	...	...	-11.7	1.7	...	...
Savon	13	14	10	10	0.8	9.4	-27.1	2.0
Détergents (tonnes)	579	936	1 111	2 069	18.1	35.1	18.8	86.2
Huiles essentielles (tonnes)	242	206	175	...	22.5	-27.9	-15.2	...
Ciment	243	230	263	221	9.0	2.5	14.1	-15.7
<u>Autres indicateurs de la production manufacturière</u>								
Consommation d'électricité à des fins industrielles et commerciales (millions de kWh)	156	162	174	160	-2.1	8.4	7.4	-8.0
Industrie sucrière	18	9	10	9	35.6	6.2	11.1	-9.9
Industrie du ciment	21	22	22	20	13.0	0.2	1.8	-12.1

Source: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République de Haïti et l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Correspondent aux chiffres réels et non aux chiffres arrondis.

Tableau 6

HAÏTI: EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION D'ELECTRICITE

	Millions de kWh				Taux annuels de croissance ^{a/}			
	1980	1984	1985	1986 b/	1983	1984	1985	1986 b/
<u>Production</u>	<u>336</u>	<u>408</u>	<u>425</u>	<u>440</u>	<u>4.0</u>	<u>3.9</u>	<u>4.2</u>	<u>3.5</u>
<u>Consommation</u>	<u>256</u>	<u>305</u>	<u>323</u>	<u>319</u>	<u>4.4</u>	<u>6.6</u>	<u>5.9</u>	<u>-1.1</u>
Commerciale et industrielle	156	162	174	160	-2.1	8.4	7.4	-8.0
Particulière	81	110	114	123	10.9	-0.5	3.6	8.0
Eclairage public	9	8	8	8	13.2	-17.0	-4.6	2.1
Services publics et communaux	10	25	27	28	25.4	53.9	8.0	4.0

Source: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République de Haïti.

a/ Les taux de croissance sont calculés sur la base des chiffres réels.

b/ Chiffres provisoires.

c/ La différence entre la production et la consommation s'explique par les pertes et la consommation non enregistrées.

Tableau 7

HAITI: PRINCIPAUX INDICATEURS DU COMMERCE EXTERIEUR DE BIENS

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986 ^{a/}
<u>Taux annuels de croissance</u>							
Exportations							
Valeur	56.4	-30.1	17.2	5.6	14.5	3.7	-14.3
Quantum	41.2	-4.6	1.4	17.0	-4.4	1.1	-28.0
Valeur unitaire	10.9	-26.8	3.0	-9.8	20.1	2.7	19.0
Importations							
Valeur	45.0	12.9	-16.1	7.9	3.7	2.1	-12.2
Quantum	24.0	9.5	-15.6	6.9	8.7	3.4	-8.5
Valeur unitaire	16.9	3.1	-0.6	1.0	-4.6	-1.3	-4.0
Termes de l'échange	-5.2	-29.0	3.7	-10.3	25.5	4.0	23.9
<u>Indices (1980 = 100.0)</u>							
Pouvoir d'achat des exportations (fob/cif)	100.0	67.2	78.8	82.1	96.0	102.8	91.6
Quantum des exportations	100.0	95.4	96.7	113.2	108.2	109.4	78.8
Termes de l'échange	100.0	71.0	73.6	66.0	82.8	86.1	106.7

Source: CEPAL, sur la base de chiffres officiels.

^{a/} Chiffres provisoires.

Tableau 8
HAÏTI: EXPORTATIONS DE BIENS, FOB

	Millions de dollars			Structure (pourcentage) b/			Taux annuels de croissance b/			
	1984	1985	1986 a/	1975	1980	1986 a/	1983	1984	1985	1986 a/
Total	215	223	191	100.0	100.0	100.0	5.3	15.0	3.9	-14.4
Principaux produits agricoles	57	60	61	51.9	50.4	32.2	42.6	-15.3	5.5	2.0
Café	46	49	52	22.8	42.1	27.3	46.3	-12.8	6.1	7.4
Cacao	4	7	5	6.0	2.1	2.5	110.8	-2.6	51.6	-30.3
Sucre	1	-	-	13.2 c/	3.0	-	...	-70.9	...	...
Sisal	-	-	-	3.9	0.7	0.2	-89.5	...	111.1	...
Huiles essentielles	6	4	4	6.0	2.5	2.2	34.9	-26.4	-23.8	-4.2
Articles manufacturés de la zone franche	64	82	65	22.3	25.3	34.1	-1.1	34.2	28.3	-21.1
Produits de la petite industrie	42	47	47	14.7	9.8	24.8	14.8	13.5	10.4	1.5
Autres produits	51	34	18	11.1	14.5	8.9	-9.8	49.6	-33.8	-49.7
	Milliers de tonnes									
Café	18.7	18.2	16.5				61.2	-21.1	-2.7	-9.3
Cacao	2.4	3.8	2.0				146.7	-35.1	58.3	-47.4
Sucre	5.0	-	-				...	-29.6	...	...
Huiles essentielles	0.2	0.2	0.2				100.0	-50.0	-	-
Viande	0.2	-	-				-71.4	-	-	-
Articles manufacturés de la zone franche	16.8	17.5	11.0				-2.9	23.5	4.2	-37.1
Produits de la petite industrie	6.0	4.0	3.8				-	15.4	-50.0	-5.0

Sources: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République de Haïti.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Le structure en pourcentage et les taux de croissance sont calculés sur la base des chiffres réels.

c/ Y compris la mélasse.

Tableau 9

HAÏTI: IMPORTATIONS DE BIENS, CIF

	Millions de dollars			Structure (pourcentage)			Taux annuels de croissance			
	1984	1985	1986 ^{a/}	1975	1980	1986 ^{a/}	1983	1984	1985	1986 ^{a/}
Total	435	449	397	100.0	100.0	100.0	6.3	5.7	3.2	-11.6
Produits alimentaires, boissons et tabacs	89	95	73	23.1	16.9	18.4	12.9	7.9	6.7	-23.2
Hydrocarbures	74	76	67	9.1	16.7	16.9	23.8	4.2	2.7	-11.8
Huiles et graisses	34	31	29	5.5	7.0	7.3	90.5	7.6	-7.0	-6.5
Produits chimiques	43	42	41	8.4	8.4	10.3	10.9	8.2	-2.3	-2.4
Articles manufacturés ^{b/}	74	78	68	16.3	20.7	17.1	1.3	1.4	5.6	-12.8
Machines et matériel de transport	81	83	81	19.8	17.4	20.4	-16.7	8.8	2.4	-2.4
Articles manufacturés divers ^{c/}	38	41	36	14.0	8.2	9.1	-18.1	8.6	7.6	-12.2
Autres ^{d/}	2	3	2	3.8	4.7	0.5	-	-	-	-

Source: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République de Haïti.

^{a/} Chiffres provisoires.

^{b/} Y compris, les produits textiles, en cuir, en caoutchouc, en bois, en papier ainsi que les minerais métalliques et non métalliques.

^{c/} Y compris vêtements, chaussures, articles de voyage, meubles, instruments professionnels ainsi que les articles sanitaires et de chauffage et d'éclairage.

^{d/} Y compris les matières premières non comestibles.

Tableau 10
HAÏTI: BALANCE DES PAIEMENTS

(Millions de dollars)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986 ^{a/}
<u>Solde en compte courant</u>	-140	-227	-163	-178	-180	-191	-144
Solde commercial	-178	-279	-199	-210	-207	-220	-181
Exportations de biens et de services	306	241	275	290	320	337	292
Biens fob	216	151	177	187	215	223	191
Services réels ^{b/}	90	90	98	103	105	114	101
Transports et assurances	6	7	7	7	8	8	7
Voyages	76	75	81	86	85	93	82
Importations de biens et de services	484	520	474	500	527	557	473
Biens fob	319	360	302	326	338	345	303
Services réels ^{b/}	165	160	172	174	189	212	170
Transports et assurances	83	89	74	89	98	114	76
Voyages	41	31	42	39	40	43	37
Services des facteurs	-14	-13	-14	-14	-18	-20	-15
Dividendes	-8	-7	-8	-8	-2	...	...
Intérêts perçus	1	1	1	1	-	...	...
Intérêts payés	-7	-7	-7	-7	-17	...	...
Transferts privés nets	52	65	50	46	45	49	52
<u>Solde du compte de capital</u>	111	169	118	145	152	167	170
Transferts officiels nets	37	75	62	64	78	97	100
Capitaux à long terme	62	90	45	59	63	31	97
Investissements directs	13	8	7	8	5	5	...
Investissements en portefeuille	...	...	...	...	...	...	...
Autres capitaux à long terme	49	82	38	51	58	26	...
Secteur public ^{c/}	46	25	34	31	55	20	...
Prêts	49	32	39	36	63	35	...
Amortissements	-3	-7	-5	-5	-8	-15	...
Banques commerciales ^{c/}	...	...	...	...	...	...	...
Prêts	...	...	...	...	...	...	...
Amortissements	...	...	...	...	...	...	...
Autres secteurs ^{c/}	3	57	4	20	3	6	...
Prêts	10	61	9	27	20	14	...
Amortissements	-7	-4	-5	-7	-17	-8	...
Capitaux à court terme	-1	-6	-12	10	-10	4	...
Secteur public	-	-	-4	16	-2	-10	...
Banques commerciales	-1	-6	-8	-6	-8	14	...
Autres secteurs	...	...	...	...	...	...	...
Erreurs et omissions	13	10	23	12	21	35	...
<u>Solde global^{d/}</u>	-29	-58	-45	-33	-28	-24	26
Variation totale des réserves (- augmentation)	...	...	21	30	27	5	-30

Source: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués para la Banque de la République d'Haïti et le Fonds Monétaire International.

a/ Chiffres provisoires; b/ Les services réels incluent d'autres transactions officielles et privées, mais excluent les services de facteurs; c/ En plus des crédits reçus et leurs amortissements, on inclut les crédits nets alloués et d'autres actifs et passifs, et d/ Le solde global est la somme du solde du compte courant et du solde du compte de capital. La différence entre les réserves internationales de signe contraire et le solde global représente la valeur des articles de contrepartie: monétarisations de l'or, allocation des droits de tirage spéciaux et variation par revalorisation.

Tableau 11
HAÏTI: INDICATEURS DE L'ENDETTEMENT EXTERNE^{a/}

	1981	1982	1983	1984	1985	1986 ^{b/}
<u>Millions de dollars</u>						
<u>Dette publique extérieure décaissée</u>						
<u>Encours</u>	<u>372</u>	<u>410</u>	<u>551</u>	<u>607</u>	<u>600</u>	<u>700</u>
Gouvernement	248	282	402	454	453	498
Entreprises publiques	124	128	149	153	147	201
<u>Tirages</u>	<u>93</u>	<u>48</u>	<u>47</u>	<u>83</u>	<u>50</u>	<u>130</u>
<u>Service de la dette</u>	<u>16</u>	<u>17</u>	<u>23</u>	<u>37</u>	<u>64</u>	<u>40</u>
Amortissements	11	10	12	28	56	30
Intérêts	5	7	11	9	8	10
<u>Pourcentages</u>						
<u>Rapports</u>						
Dette publique extérieure/exportations de biens et de services	154.4	149.1	190.0	189.7	178.0	239.7
Service exportations de biens et de services	6.6	6.2	7.9	11.6	19.0	13.7
Intérêts nets/exportations de biens et de services	2.1	2.5	3.8	2.8	2.4	3.4
Service/tirages	17.2	35.4	48.9	44.6	128.0	30.8

Source: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République de Haïti.

a/ Montant au 30 septembre de chaque année, de la dette extérieure décaissée à plus d'un an d'échéance.

b/ Chiffres provisoires.

Tableau 12
HAÏTI: EVOLUTION DES PRIX INTERIEURS

	1981	1982	1983	1984	1985	1986 a/
<u>Indices (moyenne de l'année fiscale)</u>						
Indice des prix à la consommation (1980 = 100.0)	107.6	117.3	127.6	137.8	149.4	160.8
Alimentation	109.4	114.5	122.7	133.1	143.5	157.9
<u>Taux de croissance de septembre à septembre</u>						
Indice des prix à la consommation	4.7	6.2	12.2	6.1	15.0	-0.5
Alimentation	6.7	1.6	13.4	5.8	17.7	-1.9
<u>Taux de croissance moyenne (années fiscales)</u>						
Indice des prix à la consommation	7.6	9.0	8.8	8.0	8.4	7.7
Alimentation	9.4	4.7	7.2	8.5	7.8	10.0

Source: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République de Haïti et l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.
a/ Chiffres provisoires.

Tableau 13
HAÏTI: EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION^{a/}
(Pourcentage)

	Variation par rapport au mois précédent				Variation par rapport au même mois de l'année précédente			
	1983	1984	1985	1986 b/	1983	1984	1985	1986 b/
<u>Indice général</u>								
Janvier	2.6	1.0	2.6	-0.9	6.7	9.5	7.1	13.4
Février	-0.1	0.4	0.6	1.3	6.4	10.1	7.3	14.2
Mars	4.4	0.6	1.1	-4.3	10.3	6.0	7.9	8.6
Avril	2.0	1.2	2.0	-0.8	10.7	5.2	8.7	5.3
Mai	1.5	1.1	0.6	-0.8	10.3	4.7	8.2	5.5
Juin	-1.7	0.1	-	2.8	9.7	6.6	8.1	8.5
Juillet	-1.4	-0.3	1.3	-3.1	9.1	7.8	9.8	3.8
Août	1.5	-	2.0	1.5	11.1	6.1	12.0	2.2
Septembre	0.8	0.7	3.4	-0.4	12.2	6.1	15.0	-0.5
Octobre	1.2	0.7	-1.9	-3.8	12.3	5.6	12.0	-2.5
Novembre	0.9	-0.3	1.3	-0.9	12.7	4.3	13.8	-4.6
Décembre	-0.9	0.1	3.4	-4.0	11.2	5.4	17.4	-11.4
<u>Indice d'alimentation</u>								
Janvier	2.7	1.5	2.7	-1.6	4.0	11.6	5.9	17.6
Février	-	0.4	0.6	2.3	4.7	12.0	6.1	19.4
Mars	6.1	0.6	1.2	-5.0	9.2	6.2	6.8	12.1
Avril	3.0	0.9	2.0	-1.7	12.4	4.0	7.9	8.0
Mai	2.4	1.6	1.0	1.2	12.2	3.2	7.3	8.2
Juin	-2.4	0.1	0.1	1.8	11.2	5.8	7.3	10.1
Juillet	-2.7	-1.0	1.1	-1.9	9.3	7.6	9.6	6.9
Août	1.6	-0.4	3.1	0.9	12.0	5.0	13.4	4.5
Septembre	1.1	1.4	5.3	-1.2	13.4	5.8	17.7	-1.9
Octobre	1.6	0.1	-0.5	-6.5	15.3	4.3	17.0	-7.8
Novembre	0.5	-0.7	1.3	-1.9	15.0	3.0	19.4	-10.7
Décembre	-1.4	0.1	2.9	-6.1	12.8	4.7	22.7	-18.5

Source: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.

a/ Cet indice couvre les communes de Port-au-Prince, Delmas, Carrefour et Pétion-Ville.

b/ Chiffres provisoires.

Tableau 14
HAÏTI: EVOLUTION DES REMUNERATIONS

	1981	1982	1983	1984	1985	1986 ^{a/}
<u>Gourdes</u>						
Salaires minima ^{b/}	11.4	13.0	13.2	13.2	15.0	15.0
<u>Indices (1980 = 100.0)</u>						
Salaires						
Nominaux	103.6	118.2	120.0	120.0	136.4	136.4
Réels ^{c/}	96.3	100.8	94.0	87.1	91.3	84.8
<u>Taux annuels de croissance</u>						
Salaires						
Nominaux	3.6	14.1	1.5	-	13.7	-
Réels	-3.7	4.7	-6.7	-7.3	4.8	-7.1

Source: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.

a/ Chiffres provisoires.

b/ D'après le salaire journalier minimum payé dans les entreprises industrielles.

c/ Déflétés par l'indice des prix à la consommation.

Tableau 15
HAÏTI: INDICATEURS MONÉTAIRES

	Soldes à fin septembre (millions de gourdes)				Taux annuels de croissance ^{b/}			
	1983	1984	1985	1986 ^{a/}	1983	1984	1985	1986 ^{a/}
Base monétaire	981	1351	1500	1536	-11.8	37.8	11.1	2.4
Monnaie (M ₁)	929	1080	1167	1353	-2.2	16.3	8.1	16.0
Quasi-monnaie	1166	1255	1358	1475	8.1	7.6	8.2	8.7
Monnaie plus quasi-monnaie (M ₂)	2095	2335	2525	2828	3.3	11.4	8.1	12.0
Crédit intérieur ^{c/}	3213	3670	4025	3956	16.3	14.2	9.7	-1.7
Au secteur public	2093	2448	2738	2726	32.0	17.0	11.9	-0.5
Gouvernement central (net)	1911	2263	2515	2605	47.1	18.4	11.1	3.6
Entreprises publiques	182	185	223	121	-36.4	1.4	20.9	-45.9
Au secteur privé	1120	1222	1287	1230	-4.8	9.0	5.3	-4.4
<u>Coéfficients</u>								
Multiplicateurs monétaires								
M ₁ /base monétaire	0.95	0.80	0.78	0.88				
M ₂ /base monétaire	2.14	1.73	1.68	1.84				
Vitesse de circulation								
PIB/M ₁	8.8	8.4	8.2	8.3				

Source: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République de Haïti.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Correspondent aux chiffres réels et non aux chiffres arrondis.

c/ Non-compris les créances interbancaires.

Tableau 16
HAÏTI: RECETTES ET DEPENSES DU GOUVERNEMENT CENTRAL

	Millions de gourdes				Taux annuels de croissance ^{a/}			
	1983	1984	1985	1986 b/	1983	1984	1985	1986 b/
1. <u>Recettes courantes</u>	953	1 076	1 279	1 602	11.1	12.9	18.9	25.3
Recettes budgétaires	846	914	1 124	1 275	10.9	8.0	23.0	13.4
Directes	128	141	154	150	-5.3	10.0	9.1	-2.6
Indirectes	354	443	644	660		25.1	45.4	2.5
Douanières	349	313	306	311	37.6	-10.4	-2.2	1.8
Diverses	15	17	20	154	-72.5	13.3	17.6	670.0
Recettes extra-budgétaires	107	162	155	327	12.6	51.4	-4.3	111.0
2. <u>Dépenses courantes</u>	1 649	1 776	1 804	1 973	3.0	7.7	1.6	9.4
Dépenses budgétaires	563	697	775	830	0.7	23.9	11.1	7.1
Rémunérations	391	448	494	522	-0.6	14.8	10.0	5.7
Autres dépenses	172	249	281	308	3.9	44.6	13.1	9.6
Dépenses extra-budgétaires	1 086	1 079	1 029	1 143	4.3	-0.7	-4.6	11.0
3. <u>Epargne courante (1-2)</u>	-696	-700	-525	-371	-6.2	0.6	-0.3	-29.3
4. <u>Dépenses de capital</u>	222	214	209	182	-4.2	-3.5	-2.3	-12.9
5. <u>Dépenses totales (2+4)</u>	1 871	1 990	2 013	2 155	2.1	6.4	1.1	7.1
6. <u>Déficit fiscal (1-5)</u>	-918	-914	-734	-553	-5.7	-0.4	-19.7	-24.6
7. <u>Financement du déficit</u>								
Financement intérieur net	126	413	184	100				
Banque centrale	106	417	189	102				
Autres	20	-4	-5	-2				
Financement extérieur	151	159	34	230				
Dons	641	342	516	223				

Rapports (pourcentages)

Epargne courante/dépenses de capital	-313.5	-327.1	-251.2	-203.8
Déficit fiscal/dépenses totales	49.1	45.9	36.5	25.7
Recettes fiscales/PIB	10.4	10.1	11.7	11.4
Dépenses totales/PIB	23.0	21.9	20.9	19.2
Déficit fiscal/PIB	11.3	10.1	7.6	4.9
Financement intérieur/déficit	13.7	45.2	25.1	18.1
Financement extérieur/déficit	16.4	17.4	4.6	41.6
Dons/déficit	69.8	37.4	70.3	40.3

Source: CEPAL, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République de Haïti et le FMI.

a/ Correspondent aux chiffres réels et non aux chiffres arrondis.

b/ Chiffres provisoires.

4

1

4

1

